

La Stratégie de l'indépendance technologique : une impasse pour les PVD (Note)

Bertrand Nezeys

Volume 16, Number 1, 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701795ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701795ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Nezeys, B. (1985). La Stratégie de l'indépendance technologique : une impasse pour les PVD (Note). *Études internationales*, 16(1), 67–74.
<https://doi.org/10.7202/701795ar>

NOTES

LA STRATÉGIE DE L'INDÉPENDANCE TECHNOLOGIQUE : UNE IMPASSE POUR LES PVD

Bertrand NEZEYS*

Les ouvrages consacrés au développement économique des pays du Tiers-Monde insistent souvent sur la présentation d'« échecs technologiques » : des machines achetées à grand frais aux pays industriels avancés ont engendré d'importants gaspillages car la main-d'œuvre et les techniciens locaux n'ont pas pu les utiliser efficacement, les réparer, les entretenir... Les mêmes auteurs exaltent alors certaines réussites techniques des pays en voie de développement qui ne devraient rien, ou presque rien, à la technologie moderne et aux importations de machines. Ces échecs et ces réussites décrits avec tant de précision suffisent-ils à remettre en cause le principe même des transferts technologiques ?

Certains, oubliant que nombre de pays du Tiers-Monde ont connu un développement global satisfaisant depuis trois décennies, au point de concurrencer les PIA, et que ces derniers s'inquiètent des transferts technologiques qui leur font perdre une partie de leur monopole, répondent par l'affirmative. Pour eux, les techniques modernes importées des PIA sont mal adaptées et même totalement inadaptées aux « conditions locales » des pays du Tiers-Monde. Elles doivent être réduites au minimum ou bien rejetées au profit de techniques qui seraient plus en harmonie avec les caractéristiques sociales, culturelles, économiques etc. de ces pays. Ils proposent l'élaboration d'une « technologie nationale » destinée à éliminer l'un des aspects de la dépendance des pays sous-développés à l'égard des PIA. Il s'agit là d'une question de principe. Pour en mesurer l'ampleur, il faut remarquer que l'adoption de la voie technologique nationale ne constitue pas pour ses partisans un pis-aller résultant, par exemple, des pratiques abusives (prix excessifs, contrôles) mises en œuvre par les firmes multinationales à l'occasion des transferts, et qui contraindraient les PVD à « se rabattre » sur d'autres techniques en comptant uniquement sur leurs propres forces. Même si ces pratiques étaient supprimées, les transferts de technologie devraient néanmoins être écartés comme inadaptés aux problèmes de développement des pays du Tiers-Monde. À notre avis, cette position de principe fourmille de malentendus et de contradictions qui apparaissent clairement dès que l'on s'efforce d'en spécifier les liens avec l'idéologie nationaliste sur laquelle elle repose ou lorsque l'on examine les propositions concrètes qu'elle inspire, notamment dans les rapports de la Cnuced sur les transferts de technologie et le développement d'une « technologie autochtone »¹.

* Maître de Conférence à l'Université Paris I. Panthéon – Sorbonne.

1. CNUCED *Planification de la transformation technologique des PVD*, 1982, p. 64, alinéa n° 359.
Revue Études internationales, volume XVI, n° 1, mars 1985

I – TECHNOLOGIE ET IDÉOLOGIE NATIONALISTE

Denis Clair Lambert déplore la profonde contradiction existant entre l'idéologie nationaliste de nombreux pays en voie de développement et leur comportement en matière de technologie. L'Algérie, le Mexique, le Pérou et bien d'autres pays, remarque-t-il, affirment leur volonté de rechercher un mode de développement autonome, en harmonie avec leurs « particularités sociales, culturelles, économiques etc. », et pourtant ils se ruent avec encore plus d'empressement que les autres PVD sur les techniques étrangères les plus modernes. « Plus la stratégie d'autonomie est affirmée, plus la modernisation est élevée et plus l'asservissement aux technologies multinationales est lourd »².

On pourrait tout d'abord faire remarquer que ce ne serait pas la première fois que l'idéologie cède le pas aux nécessités de l'économie. Les pays du socialisme réel ne dédaignent pas, loin de là, d'acquérir par tous les moyens la technologie des pays capitalistes. Ce qui confirme que les connaissances technologiques et scientifiques sont universelles et qu'il n'y a pas de technologie propre à telle ou telle idéologie ou à tel pays.

Mais pour apprécier à sa juste valeur la contradiction relevée, il faut bien voir qu'au delà de l'exaltation des valeurs nationales, l'idéologie nationaliste, aujourd'hui comme hier, a principalement pour rôle de maintenir la cohésion sociale interne, de justifier la toute puissance de l'État et d'affirmer le pouvoir des dirigeants. Au plan économique, les discours des gouvernements proposent généralement un double objectif :

- a) créer une économie dynamique et puissante
- b) accroître rapidement le bien-être des populations

On remarque aisément que les transferts de technologie ne sont aucunement contradictoires avec ces objectifs. C'est le sous-développement lui-même qui est dans le monde actuel la véritable cause de l'« asservissement » et de la dépendance. Ce sont bien les techniques modernes en provenance des pays développés qui peuvent accroître rapidement la productivité de la main-d'œuvre, éviter les gaspillages de ressources propres aux techniques séculaires inhérentes au sous-développement et augmenter de manière accélérée le revenu national. La technologie est certainement le domaine où la recherche de l'autonomie, entendue comme la capacité d'un pays de suffire à ses propres besoins et objectifs, est socialement le plus coûteux et le plus inutile. Keynes, que l'on peut classer parmi les partisans les plus résolus du protectionnisme, rejetait toute entrave à la libre circulation des idées et des connaissances.

Cela ne signifie pas, bien au contraire, que l'idéologie nationaliste soit exempte de contradiction dans le domaine qui nous intéresse ici. La volonté de puissance des dirigeants se traduit le plus souvent par le primat accordé aux industries lourdes, qui sont censées à elles seules constituer le capital de la nation, au détriment des industries des biens de consommation de masse. Ce choix prioritaire, maintenu et renforcé sur de longues périodes, introduit dans l'économie un biais systématique en faveur d'une plus grande intensité capitaliste de la production nationale, c'est-à-dire l'augmentation du capital par unité produite (K/Y).

Ce volontarisme doit être rapproché de l'évolution du progrès technique dans les économies de marché. Depuis un siècle, le progrès technique y a été globalement neutre. Deux raisons peuvent être avancées :

- a) Le progrès technique est souvent le fait du hasard. Il n'y a donc pas de raison pour qu'il présente un biais systématique et durable en faveur des innovations épargnant du travail plutôt que vers celles épargnant du capital.

2. D.C. LAMBERT, *Le Mimétisme technologique du Tiers-Monde*, Paris, Économica, 1979 p. 12.

b) L'apparition d'innovations épargnant tel ou tel facteur engendre dans les économies de marché des mécanismes de compensation en sens inverse.

Par contre, dans une économie à direction fortement centralisée, la préférence des dirigeants politiques pour les industries lourdes empêche la diffusion équilibrée des innovations dans tous les secteurs et l'apparition d'innovations compensatrices. Ce qui est en cause ici, ce n'est pas le choix des techniques modernes, mais celui du secteur privilégié de la production. Le développement prioritaire des industries lourdes entraîne un allongement de la période de production, une élévation des rapports K/L et K/Y pour l'économie toute entière, dans la mesure où le freinage volontaire de la production des biens de consommation de masse bloque les mécanismes compensateurs.

En premier lieu, l'introduction des innovations capitalistiques dans les industries lourdes abaisse le coût des machines et des produits intermédiaires. Ce qui devrait normalement permettre d'épargner du capital (équipement et stocks) dans le secteur des biens de consommation. Mais si le développement de ce dernier est bloqué, on comprend aisément que cet effet ne pourra pas se manifester.

Un autre mécanisme équilibrant se trouve lui aussi écarté. L'emploi de méthodes capitalistiques dans le secteur des industries lourdes crée normalement une pénurie de capital, d'où résulte une incitation à l'économiser dans tous les secteurs, à rechercher et mettre en oeuvre des innovations non capitalistiques. Or, toujours en raison de la faible place accordée aux biens de consommation, secteur où les innovations « *capital saving* » dans les transports et la commercialisation, peuvent le plus aisément apparaître et être exploitées³, les économies de capital ne pourront être recherchées que dans les industries lourdes elles-mêmes. On s'efforcera alors d'employer plus de main-d'oeuvre dans les opérations annexes de la production telles que la manutention, l'emballage, les transports etc. Ce faisant, on se prive pour ces opérations des techniques modernes déjà peu capitalistiques, et qui peuvent être la source d'innovations secondaires épargnant du capital, au profit de méthodes archaïques reposant sur l'énergie musculaire. Ce qui a pour effet d'abaisser la productivité des installations centrales et de détourner de la main-d'oeuvre du secteur des biens de consommation où elle serait plus productive. Tout ceci contribue à l'élévation du rapport K/Y dans l'économie toute entière.

De plus la pénurie du capital disponible pour le secteur des biens de consommation incite les dirigeants à l'orienter vers les biens traditionnels qui, pensent-ils, sont les moins capitalistiques (textile, boisson, alimentation) au détriment des biens tels que l'électro-ménager, les véhicules à moteur et autres, rejetés comme bien de luxe. Ces choix ne sont pas toujours justifiés. La production des biens modernes de consommation n'est pas systématiquement plus capitalistique que celle des biens traditionnels. Ainsi l'intensité capitalistique est bien plus élevée dans la production de boissons que dans l'électro-ménager⁴.

Enfin, les gouvernements abandonnent souvent dans le secteur des biens de consommation le principe de modernité qu'ils appliquent aux investissements réalisés dans les industries de base. Ils privilégient alors les techniques dites légères en capital (techniques artisanales et techniques intermédiaires) considérées tout à coup comme mieux adaptées aux

3. Jóan ROBINSON, « Le Développement des transports et la transformation de la commercialisation qui en résulte ont joué un rôle dans le progrès des techniques qui est de la plus grande importance du point de vue historique et qui est encore loin d'être achevé. Ce type d'économie du capital est, par conséquent, un puissant contrepoids au biais éventuel de la technologie dans le sens capitalistique » (souligné par nous). *L'Accumulation de capital*, Paris, Dunod, 1972, p. 156.

4. Emmanuel ARGHIRI, *Technologie appropriée ou technologie sous-développée*, Paris, PUF, 1981, p. 106.

conditions locales. Or ces techniques aboutissent à une dispersion géographique du capital et ont une faible productivité. Même si apparemment elles semblent utiliser moins de capital (capital par salarié), en réalité le capital par unité produite y est souvent plus élevé que dans les techniques capitalistiques. Elles constituent un gaspillage d'un capital déjà limité.

On aboutit à une situation où les ressources en capital et en main-d'oeuvre disponibles pour la production des biens de consommation, déjà raréfiées par leur emploi prioritaire, dans les industries lourdes, sont orientées vers les biens de consommation et les techniques où leur productivité totale est plus faible. On mesure l'ampleur du freinage opéré ainsi sur la consommation !

C'est alors qu'intervient opportunément l'idéologie nationaliste avec l'exaltation des valeurs traditionnelles, le refus du mode de vie des pays développés, et la préférence donnée au besoin dit social, défini *a priori* par les dirigeants eux-mêmes en fonction de leurs préférences, sur les besoins individuels tant en biens privés qu'en biens publics. Concrètement, elle permet de justifier la faiblesse des salaires et la lenteur de la croissance de la consommation.

Au total, la contradiction entre l'idéologie nationaliste et le recours massif aux technologies modernes importées ne se situe pas là où nombre de spécialistes occidentaux du sous-développement croient la trouver. Si contradiction il y a, c'est entre la passion des dirigeants politiques pour l'accumulation du capital dans les industries lourdes et leurs déclarations sur l'amélioration du bien-être de la population.

Les spécialistes du développement ont oublié le rôle décisif qu'ont joué les transferts de technologie dans le processus de croissance des pays aujourd'hui développés et des PVD depuis trente ans⁵. Abusés par certains discours officiels des gouvernants des PVD sur le contrôle strict des transferts de techniques⁶, ils ont cru pouvoir compter sur l'idéologie nationaliste pour engager les pays du Tiers-Monde sur la voie de l'autonomie technologique. Force est de constater que les pays les plus soucieux d'indépendance recourent le plus aux techniques étrangères. Il ne s'agit pas là d'un mystère, imputable à on ne sait quelle irrationalité, bien au contraire. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner maintenant dans quelle impasse les conduirait l'adoption d'une politique de transferts techniques compatible, selon la CNUCED, avec la stratégie d'autonomie technologique.

II – INDÉPENDANCE TECHNOLOGIQUE ET TRANSFERTS DE TECHNIQUES

Pour les partisans de l'« indépendance technologique », les techniques doivent être produites sur place, ce qui garantit, selon eux, qu'elles soient adaptées aux conditions locales et aux problèmes concrets à résoudre localement. Ils proposent l'élaboration d'une « technologie nationale, endogène, autochtone ». Il peut sembler paradoxal d'envisager en même temps la poursuite des transferts techniques en provenance des PIA. En fait il s'agit là

5. Pour les pays en voie de développement dans leur ensemble, la production totale réelle s'est accrue de 5% par an de 1950 à 1975, taux bien supérieur à celui qu'avaient connu dans le passé les pays développés pendant leurs premières phases de développement, bien supérieur à celui que la plupart des économistes jugeaient possible au début des années cinquante. Une bonne part de cette performance est attribuable, sans contexte, aux transferts de techniques.

6. En réalité, les contrôles ont pour but de s'assurer que les techniques importées sont bien modernes.

d'une des ambiguïtés de la stratégie d'autonomie, car ses partisans ne parviennent pas encore à en accepter les conséquences ultimes: l'isolationnisme culturel et l'autarcie économique⁷.

Il y a évidemment une certaine légèreté à qualifier d'ambiguïtés de telles contradictions dans la définition même de la stratégie proposée. Compte tenu des conséquences économiques et sociales des choix, une grande clarté devrait être de rigueur. À moins que le maintien d'une certaine ouverture n'ait pour but que de compenser les excès de la stratégie elle-même pour ses partisans les plus conscients de son irréalisme.

Néanmoins, on peut admettre que c'est pour éliminer en partie ces ambiguïtés que la CNUCED, dans un rapport récent⁸, énonce les conditions que devraient remplir les techniques importées pour respecter « les voies de l'autonomie et de l'autosuffisance technologique »⁹. L'examen de ces conditions et principes en démontre le peu de réalisme et donne à penser que l'objectif principal des transferts de techniques, à savoir le développement et la croissance du revenu national, a été oublié. Selon la première condition posée par la CNUCED « la technologie importée doit être adaptée aux matériels et équipements locaux »¹⁰.

Ce conseil est surprenant quand on sait que la technologie n'est pas constituée uniquement d'un ensemble de connaissances abstraites, mais qu'elle implique la mise en oeuvre effective des techniques. Dans la grande majorité des cas, les innovations technologiques exigent l'utilisation de machines et d'équipements nouveaux, plus efficaces que les anciens. Par définition même du progrès technique, les équipements anciens ne sont pas, le plus souvent, adaptés aux nouvelles techniques, sinon le problème de l'obsolescence ne se poserait pas avec autant d'acuité dans les PIA actuellement.

De deux choses l'une: ou bien les matériels et équipements locaux adaptés aux technologies modernes existent déjà dans le pays et cela signifie que la technique que l'on envisage d'importer y est déjà mise en oeuvre. Ou bien, ils n'existent pas encore, et alors il est certainement nécessaire de les importer, du moins dans un premier temps, puisqu'ils constituent le support matériel de la nouvelle technique.

Pour illustrer ce problème on peut évoquer l'exemple des transferts de techniques entre les pays occidentaux et l'Union soviétique intervenus depuis le début des années soixante. Au départ, l'importation de « technologie par l'URSS a pris surtout la forme de brevets et licence. Mais les dirigeants soviétiques ont vite compris que la technologie moderne ainsi acquise était très difficile à mettre en oeuvre dans les anciennes usines. C'est pourquoi, l'URSS a eu rapidement tendance à importer des usines « clef-en-main », les contrats étant assortis de garanties quant au niveau technologique des transferts.

Ce qui est vrai pour l'URSS, pays industrialisé, l'est *a fortiori* pour les PVD qui démarrent leur processus de développement et où les équipements sont le plus souvent rudimentaires. Il est aisé de se rendre compte que les techniques des pays développés respectant la condition de la CNUCED constitueraient, pour le moment, une case à peu près vide.

7. Ainsi, à propos du maintien des relations culturelles et économiques avec l'étranger, P. PASCALLON admet que « les notions de développement 'endogène', autocentré ont pu, c'est certain, créer quelques ambiguïtés en la matière ». Le même auteur rejette timidement l'isolationnisme culturel (« À le supposer même possible, il n'est sans doute pas souhaitable ») et l'autarcie bien que, pourtant, la stratégie d'autonomie doivent viser, pour les PVD, à « obtenir sur place tout ce qui est nécessaire à leur subsistance ». « Le développement culturel et les PVD ». *Revue Tiers-Monde*, T. XXIV, n° 95, juillet-septembre 1983.

8. CNUCED, *La planification de la transformation technologique des PVD*, ONU, 1982.

9. *Ibidem* p. 36.

10. CNUCED, rapport cité, p. 36.

Parmi les conditions posées figure « L'adaptation de la technologie aux compétences locales disponibles ». Cette condition apparaît *a priori* comme une évidence, puisque les techniques doivent évidemment être mises en oeuvre par les personnes compétentes. En réalité, elle ignore la nature même de la technologie et du progrès technique. Les compétences ne sont jamais totalement disponibles avant l'introduction des nouvelles techniques elles-mêmes. La compétence ne s'acquiert précisément que par la pratique, l'utilisation des machines et en définitive par la mise en oeuvre des techniques elles-mêmes. Par la suite d'ailleurs, les ingénieurs et techniciens deviennent plus compétents. Maîtrisant mieux la nouvelle technique, ils peuvent l'améliorer par des innovations secondaires destinées à résoudre les problèmes concrets rencontrés sur le terrain. Mais ce type d'adaptation suit l'utilisation de la technique et des machines, il ne la précède pas.

Dans le même ordre d'idée, l'accroissement « du rôle de la main-d'oeuvre non qualifiée dans le projet » ne semble pas toujours souhaitable. On a suffisamment déploré, dans les pays développés, le sort des O.S. qui après des décennies de travail sur les chaînes de montage, se retrouvent sans aucune qualification pour éviter ce genre d'adaptation quand c'est possible, c'est-à-dire lorsque la technique (le processus de production) implique un niveau de qualification plus élevé, exigeant par conséquent un effort de formation théorique et pratique.

Enfin la CNUCED demande aux PVD de consentir, un effort exceptionnel dans la Recherche-Développement « pour créer une technologie nationale »¹¹ et « accéder plus vite à l'autonomie technologique »¹².

Que les PVD doivent eux-aussi développer des activités de R.D., nul ne songerait à le contester, mais encore faut-il que l'effort consenti soit le plus efficace possible, en rapport avec les ressources des PVD, sinon il s'agit d'un gaspillage. À cet égard, la finalité attribuée à la R.D., l'autonomie technologique, qui en détermine nécessairement la mise en oeuvre, est en contradiction avec l'évolution séculaire en matière de technologie. Aucun pays aujourd'hui développé n'a jamais recherché l'indépendance technologique et la CNUCED est obligée de reconnaître que « tous les pays tant développés qu'en développement importent de la technologie et que la grande majorité d'entre eux importent plus qu'ils n'en empruntent aux sources nationales »¹³. Pourquoi alors conseiller aux PVD de poursuivre un objectif mythique, puisqu'il n'existe pas de technologie strictement nationale, et ainsi forcer leur processus de développement à emprunter un chemin plus étroit et plus difficile que celui suivi, dans le passé et encore aujourd'hui, par les pays développés?

Dans l'optique de l'autonomie technologique, on propose souvent aux PVD de mettre en oeuvre des « techniques intermédiaires » auxquelles on attache généralement les trois caractéristiques suivantes :

- intensité capitaliste plus faible que les techniques plus avancées,
- unités de production de taille plus réduite,
- conception et utilisation plus simple.

Les partisans de ces techniques citent quelques exemples de réussite¹⁴, mais sont contraints d'admettre qu'elles restent généralement à inventer. Il existe des techniques

11. CNUCED rapport cité p. 37.

12. *Idem.* p. 38.

13. *Idem.* p. 36.

14. Exemples de techniques intermédiaires que Emmanuel ARGHIRI n'hésite pas à qualifier, pour la plupart, de « bricolages ancestraux ».

ancestrales et artisanales et des techniques modernes, mais pas de techniques intermédiaires. Ce qui signifie que leur découverte et leur mise en oeuvre exigent en réalité des capacités scientifiques supérieures à celles que réclame le simple transfert des techniques fonctionnant déjà dans les pays développés¹⁵. Sous prétexte d'écarter les techniques existant dans les PIA, considérées comme inadaptées au retard scientifique des PVD, on exige de ces derniers un effort scientifique et technologique plus grand que celui qu'ils peuvent consentir pour le moment. Le pourrait-il d'ailleurs que ce sacrifice serait en partie inutile car il faut bien voir que ce n'est pas parce que les pays développés pourraient, dans de nombreux domaines, supporter un effort de recherche, qu'ils se privent des résultats obtenus dans les autres pays. En poursuivant une certaine idée du développement exigeant d'eux un effort exagéré de recherche, dont les résultats demeurent parfaitement aléatoires, les PVD risquent de tourner le dos à des solutions existantes. Ce n'est pas par hasard si ce sont les pays à haut revenu qui consacrent une partie plus importante de celui-ci à la recherche. Leur revenu élevé leur en fournit les moyens financiers et surtout leur permet d'en supporter les aléas. Dans ces conditions, les PVD ont certainement intérêt à adopter les techniques qui augmentent le plus rapidement leur revenu, ce qui devrait leur permettre de développer à terme leur recherche scientifique et technologique sur des bases financières et des connaissances plus solides, plutôt que de considérer celle-ci comme une condition préalable de leur développement économique, stratégie qui en fait revient à instaurer artificiellement un obstacle de plus à l'amorce du processus de croissance. Il existe suffisamment d'autres « préalables » (ressources en capital financier, alphabétisation, pauvreté absolue d'une partie de la population, problèmes alimentaires etc.) pour éviter de les multiplier.

D'ailleurs les pays en voie de développement, comme l'Inde, l'Argentine, le Brésil, le Mexique, la Corée, Taïwan etc. qui, depuis quelques années, voire plusieurs décennies pour certains d'entre eux, créent et exportent de la technologie, n'ont pas atteint ces résultats en « approfondissant les technologies indigènes ». Les techniques dont il s'agit sont le fruit de l'expérience industrielle récente et elles sont tout à fait similaires à celles que pourraient céder les pays développés. Leur avantage principal est leur coût. Après avoir assimilé les techniques modernes, certains PVD peuvent faire bénéficier d'autres PVD de ces techniques en y joignant un avantage de coût. Ce mouvement contribue efficacement à réduire dans de nombreux domaines le monopole technique des pays avancés et sont tout à fait conformes au caractère d'universalité de la technologie.

La phase de création peut commencer très tôt. Mais elle suit l'utilisation des techniques existantes. Tous les utilisateurs des techniques nouvelles ne seront pas des innovateurs. Mais il faut être utilisateur pour être capable de suivre l'évolution des techniques et y apporter sa contribution.

III – ADAPTATION DE LA TECHNOLOGIE AUX CONDITIONS LOCALES OU ADAPTATION DES CONDITIONS LOCALES À LA TECHNOLOGIE ?

Apparemment l'adaptation de la technologie aux conditions locales semble une proposition qui « va de soi », mais dès que l'on examine les interprétations qui en ont été données,

15. Cf. Jean Louis REIFFERS : « Pour traduire des solutions d'ingénierie qui diminuent le capital, l'énergie, la taille et la complexité d'usage, il faut non seulement une maîtrise des mêmes principes scientifiques et techniques de base, mais aussi la capacité d'innover dans la maîtrise des matériaux locaux (coco, bambou etc.) pratiquement méconnus par la technologie occidentale traditionnelle » ; *Sociétés transnationales et développement endogène*, Paris, Les Presses de l'Unesco, 1981, p. 269 (souligné par nous).

jusqu'à sa forme extrême de la recherche d'une technologie endogène, on constate qu'elle risque de freiner le processus de croissance et de développement, au lieu de le favoriser, et d'être en contradiction avec la finalité de la croissance: l'augmentation du niveau de vie de la population. Le progrès technique ne saurait être totalement en harmonie avec les conditions économiques, sociales, culturelles existantes. Il introduit toujours une rupture.

Comme soutenir que les « techniques artisanales et ancestrales sont mieux adaptées à l'utilisation des ressources locales et surtout au profit de la demande interne »¹⁶? En réalité, penser que les techniques ancestrales, peu productives, sont mieux adaptées à la demande actuelle des populations du Tiers-Monde, c'est commettre une erreur d'optique. Depuis des siècles, pour ne pas dire des millénaires, c'est la demande qui a dû s'adapter, bon gré mal gré, à la faiblesse de la production. Si aujourd'hui, on envisage comme objectif assigné à l'économie l'amélioration rapide du niveau de vie des populations, donc l'augmentation de la production, cela implique nécessairement l'abandon dans de nombreux secteurs des méthodes ancestrales, gaspilleuses en définitive des ressources locales en terre, en capital et en travail. Pour la première fois dans l'histoire, des techniques existent qui peuvent permettre d'adapter la production à la demande et non l'inverse.

Ces quelques réflexions révèlent l'erreur souvent commise dans la manière de poser le problème de la dépendance des pays en voie de développement. Ce concept est envisagé le plus souvent comme une somme de dépendances particulières: dépendance technologique, dépendance alimentaire, énergétique, industrielle, culturelle etc. Or la recherche systématique et simultanée de l'indépendance dans chacun de ces domaines peut aller à l'encontre de la cause véritable et ultime de la dépendance, à savoir la pauvreté et le sous-développement lui-même. Prôner l'autonomie technologique nous semble l'un des moyens les plus sûrs pour ne jamais atteindre la véritable indépendance et peut même être considéré comme incompatible avec la recherche d'une plus grande indépendance dans les autres domaines.

Plutôt que l'adaptation aux conditions locales, il est certainement préférable de favoriser « l'appropriation » de la technologie par les travailleurs et les techniciens locaux, appropriation qui doit les conduire à savoir utiliser, savoir choisir et savoir créer. Il nous semble vain de croire que les pays du Tiers-Monde pourront sortir du sous-développement en supposant la permanence des « conditions locales » ou leur transformation sous l'effet de forces strictement internes. La révolution technologique entraîne en soi des transformations et nécessite une adaptation des travailleurs et des techniciens à tous les niveaux du processus productif. Ce qui exige évidemment des efforts de la population, mais ceux-ci paraissent plus utiles que le passage par la porte étroite de la technologie nationale.

16. D.C. LAMBERT, *op. cit.*, p. 25.